



Le « *Mémorandum pour la stabilité* » que le chef de l'Etat appelle de ses vœux, en réponse au « *Pacte de responsabilité* » recommandé par la HCC, peine à se concrétiser. Les députés partisans de l'exécutif se sont employés à convaincre leurs pairs d'adhérer à cette majorité présidentielle. Une reconfiguration du gouvernement aurait été mise dans la balance pour convaincre les plus récalcitrants. Hery Rajaonarimampianina a clairement laissé entendre que la convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée devra attendre la mise sur pied de cette nouvelle majorité. Le vote de la loi de finances rectificative en est le premier enjeu. Son adoption conditionne directement le déblocage de la situation avec le FMI, qui attend des signes tangibles de stabilisation politique et la prise en compte de ses conditionnalités. À la clé, 80 millions de dollars par an,

durant trois ans. Autre objectif des tractations en cours : pousser les frondeurs récalcitrants à s'afficher officiellement en opposants, afin de conjurer la versatilité des élus et stabiliser la situation à la Chambre basse. Hery Rajaonarimampianina a fait savoir qu'il n'était pas dans ses intentions pour le moment de dissoudre l'Assemblée nationale. Les députés majoritaires qui ont voté la déchéance du président de la République ont demandé à être reçus afin de se faire préciser les intentions de l'exécutif et obtenir du chef de l'Etat qu'il accepte d'engager le dialogue. La confusion et la cacophonie règne à l'Assemblée nationale, constate *Tribune*.

Pour le chef de l'Etat, le « *Mémorandum de stabilité* » serait en fait un « *Pacte de non-agression* » entre l'institution législative et l'exécutif, qui impliquerait un engagement individuel des députés. Certains d'entre eux, anciens « *frondeurs* » ayant voté la déchéance du chef de l'Etat et la motion de censure, ont fait connaître leur intention d'adhérer à ce pacte mais soutiennent qu'ils n'entendent pas « *voter aveuglément les textes de loi* ». Le nouveau bloc pro-président annonce avoir recueilli plus 90 signatures. Certains des signataires déplorent cependant que le texte intégral ne leur ait pas été soumis. Un défaut de transparence pointé du doigt par *L'Express*.

Le premier ministre intensifie sa croisade contre les mauvaises pratiques de l'administration. « *Rigueur, persévérance et intégrité* », tels sont les mots d'ordre rappelés à chacun de ses déplacements dans les régions pour préparer les esprits aux réformes annoncées de l'administration en vue d'améliorer son efficacité et rentabiliser la moitié des 4 400 milliards Ar du budget de l'État alloués aux salaires des 150 000 agents publics. La bonne gouvernance, l'État de droit, la sécurité et la décentralisation constituent des axes majeurs du PND. Le premier ministre n'a pas caché que les réformes engagées relèvent des préalables posés par les bailleurs de fonds, notamment le FMI pour la concrétisation des aides bilatérales et multilatérales qui se font toujours attendre.

Seuls sont connus les résultats provisoires des élections communales du 31 juillet. Le parti présidentiel HVM a remporté une victoire sans éclat, avec un taux de participation inférieur à 30 %. Le TIM de l'ex-président Ravalomanana a perdu devant les autres « *grands partis* » comme le HVM, la Coalition d'Ambodivona (pro-Rajoelina) ou les « *indépendants* » mais l'ex-première dame, Lalao Ravalomanana, a remporté le scrutin à Antananarivo. Le scrutin a donné lieu à un important contentieux : 1 797 recours ont été déposés. De vives tensions ont émaillé le scrutin à Fianarantsoa, où Christine Razanamahasoa, coordinatrice nationale du Mapar et ancienne ministre de la justice de la Transition, affirme avoir gagné au détriment du candidat du parti présidentiel. La proclamation officielle des résultats devrait débiter le 12 septembre.

L'État a engagé la création du successeur de la Cenit. Selon les dispositifs prévus par la feuille de route de sortie de crise qui avait préconisé sa création, les communales étaient les dernières élections organisées par cette instance. Une Commission électorale nationale indépendante (Ceni) devrait être sur pied et opérationnelle pour l'organisation des élections sénatoriales, dont les grands électeurs seront issus du scrutin communal. Des réunions de concertation avec la société civile ont été programmées. Pour la Cenit, l'heure est à l'autosatisfaction. Ses responsables ont exprimé leur satisfaction « *d'avoir mené jusqu'au bout le processus électoral* ». Un sentiment que beaucoup d'observateurs ne partagent pas, compte tenu des nombreux dysfonctionnements rencontrés dans l'organisation des communales.

La société civile (SeFaFi, KMF/CNOE, GEN, CDE,...) juge sévèrement le scrutin des communales. Dans une déclaration commune, elle lance un appel à un diagnostic sincère des failles avérées et à la recherche de solutions durables aux problèmes qui font que la population se détourne de plus en plus d'élections jugées non sincères et non crédibles. Une situation qui, dit-elle, constitue « *un danger sévère pour la démocratie* ».

Le Sommet de la Sadc de Gaborone a affiché son inquiétude par rapport à la crise institutionnelle qui se prolonge à Madagascar. Il a lancé un appel à l'endroit des acteurs politiques malgaches afin qu'ils travaillent de concert à la défense des acquis et des étapes franchies dans le cadre de la mise en place des différentes institutions prévues par la feuille de route de sortie de crise.

Le premier ministre Jean Ravelonarivo sera en visite officielle en France du 30 août au 6 septembre. Des entretiens sont prévus avec le premier ministre, le président du Sénat et le Medef.

L'armée mobilise un millier d'hommes pour lutter contre l'insécurité rurale et rétablir l'autorité de l'État. 18 zones d'interventions, réparties dans 11 régions, ont vu l'affectation des hommes de l'opération « *Fahalemana 2015* ». Des éléments d'élite fraîchement sortis d'un camp d'entraînement commando également dépêchés sur terrain pour lutter contre les bandes armées. La lettre de mission précise qu'il « *ne devrait pas y avoir d'usage d'arme sans affrontement* ». Les précédentes opérations, ponctuelles et de moindre envergure, ont toutes été des échecs. Cette fois, l'armée veut agir seule, la gendarmerie sur place étant souvent accusée de complicité avec les réseaux maffieux. La population d'Ambatobe, dans le district de Tsiroanomandidy dénonce les agissements de militaires, affirme *Free FM*. Sous prétexte de la restauration de la sécurité, ces derniers procéderaient à des exécutions sommaires, accusation déjà portées dans le passé et dénoncées par des ONG internationales. Un violent accrochage avec des dahalo à Ankazoabo (sud-ouest) a fait 23 morts, dont 8 morts parmi les forces de l'ordre. L'armée n'avait pas subi de telles pertes depuis 2012. « *Nous considérons désormais, les dahalo, qu'ils soient sur terrain ou en col blanc, comme des ennemis de la nation. (...) Notre mission ne s'arrêtera qu'une fois ce fléau anéanti* », tonne le général Béni Xavier Rasolofonirina, chef de l'Etat-major de l'armée. L'état de guerre prononcé indique que le phénomène « *dahalo* », dépasse dorénavant le simple banditisme. Il s'agit désormais de briser une autorité infra-étatique qui met à mal celle de l'État, en zone rurale, comme dans les villes.

Trois opérateurs indo-pakistanaïens ont de nouveaux été victimes de kidnapping. Le rapt de l'un d'eux, de nationalité française, a déclenché, à la demande de l'ambassade, l'intervention de la cellule anti-terroriste française basée à la Réunion. A Toamasina, un chef d'entreprise Chinois a été libéré deux mois après son enlèvement au terme d'une fusillade ayant opposé la police, venue de la capitale, à ses ravisseurs au cours du versement de la rançon. La persistance des kidnappings d'opérateurs étrangers suscite l'inquiétude des investisseurs. Des soupçons de complicités des forces de l'ordre sont régulièrement mis en avant. L'ambassade de France avait en son temps remis aux autorités malgaches une liste d'individus suspectés d'être les commanditaires de ces actes. Un général en exercice est suspecté d'être le cerveau de la vague d'enlèvements. Trois officiers supérieurs seraient compromis. Les résidents étrangers se verront remettre une carte biométrique infalsifiable qui permettra de lutter contre les risques de menace terroriste et de lutter contre la corruption. La carte permettra de surveiller les déplacements des titulaires et de les localiser.

Face à la multiplication des vols à main armée et des kidnappings dans la capitale, l'Etat a décrété la mobilisation générale. Le préfet de police sollicite le concours des chefs Fokontany, qui feront désormais partie intégrante de la chaîne de sécurisation. Des indemnités spéciales leur seront octroyées.

Les comptes du bureau permanent de l'Assemblée nationale font l'objet de vérifications par des contrôleurs d'Etat. Les suspicions de malversations financières ont focalisé les débats lors de la dernière session du Parlement. Le Bureau permanent est accusé de népotisme. Des recrutements massifs de personnels de service auraient été décidés, alors que la situation financière de l'institution est catastrophique.

Les apatrides revendiquent l'acquisition de la nationalité malgache. La dernière évaluation du nombre des apatrides, remontant à 1960, avance le chiffre de 7 000 individus. Les tentatives de recensement risqueraient, dit-on, de se heurter à la résistance des intéressés, qui redoutent d'être expulsés et harcelés. Cette population « *constitue une source de financement illégal pour l'administration et amplifie la corruption* », souligne la responsable d'une association de défense.

Les boursiers malgaches en Chine tirent une nouvelle fois la sonnette d'alarme. La situation devient de plus en plus critique pour ces étudiants dont les visas vont expirer à la fin du mois. En quatre ans d'études, ils n'ont perçu que onze mois de leurs bourses. Les étudiants malgaches au Maroc souffrent également de retards dans le versement de leurs bourses et du montant insuffisant de celles-ci.

Le premier ministre s'engage à poursuivre la lutte contre la traite des êtres humains. Un récent rapport du département d'Etat sur la traite de personnes affirmait que de hauts fonctionnaires malgaches sont impliqués dans ces trafics et qu'aucune enquête n'est diligentée pour les faits rapportés. Jean Ravelonarivo nie ces allégations et affirme au contraire avoir reçu les félicitations des autorités américaines pour son action, notamment l'élaboration de la loi pour lutter contre la traite de personnes et la mise en place du Bureau national de lutte contre la traite des êtres humains.

Madagascar fait partie des 41 pays dans le monde où le mariage précoce touche plus de 50 % de filles mineures. Une campagne de sensibilisation a débuté le 3 juin, avec l'appui de l'UNFPA et sous la coordination du ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme.

Un mouvement d'émigration clandestine vers Mayotte semble se dessiner. En l'espace d'un peu plus d'un mois, trois embarcations ont été interceptées par la PAF française. L'une d'elle transportait également 50 kg de cannabis.

Manque de financement, insécurité, détournement empêchent encore la plupart des élèves malgaches de bénéficier de cantine scolaire. Sur les 3 millions d'élèves des écoles primaires ciblés par le programme du ministère de l'éducation nationale, seuls 225 000 d'entre eux ont pu bénéficier de ce service, soit 12 %. Un nouveau programme a été signé avec les bailleurs de fonds pour couvrir la période 2015-2019, pour un montant de 69 millions de dollars.

RSF dénonce les actes de vandalisme commis contre la station Viva de Fianarantsoa appartenant à l'ancien président de la Transition, Andry Rajoelina. Les médias locaux sont pris dans une guerre médiatique alimentée par les contestations survenues à la suite de la publication des résultats provisoires des élections communales. Depuis début juin, les émetteurs régionaux de Viva sont la cible du ministère de la communication qui conteste la régularité de leurs autorisations pour une diffusion nationale. « *Après quatre années de crise politique, l'élection du président Hery Rajaonarimampianina en décembre 2013 (...) a marqué une nouvelle période d'assombrissement de la liberté de la presse dans le pays* », affirme RSF. Des stations audiovisuelles de Toamasina feraient également depuis peu l'objet d'intimidations.

La Conférence des évêques de Madagascar s'oppose à la tenue du salon international des mines et du pétrole de Madagascar organisé par le gouvernement du 23 au 25 septembre. C'est la première fois qu'un événement commercial est contesté par une entité, religieuse de surcroît, note Ma-TV. Pour son président, Mgr Odon Razanakolona, l'organisation de ce salon n'est pas appropriée au contexte qui prévaut dans le pays. La Conférence s'interroge : comment peut-on lancer une promotion internationale du secteur extractif alors que les textes législatifs, réglementaires et fiscaux relatifs au secteur extractif ne sont pas prêts ? Les débats sur le sujet ne sont pas entamés pour l'appropriation du processus par la population et les différents acteurs, tant au niveau régional que national. Madagascar a-t-elle seulement une vision stratégique de sa politique extractive et des enjeux vitaux ? L'Etat se doit d'avoir une vision de développement où l'homme est le premier bénéficiaire de ces ressources en améliorant son bien-être, dans le respect de son environnement, il doit exprimer une volonté politique claire et ferme du respect de l'Etat de droit et de l'application de la bonne gouvernance.

Pour le Collectif Tany « le nouveau code minier en cours d'élaboration ne doit pas sacrifier le peuple malgache pour plaire aux investisseurs ». Le processus de révision du code minier est en cours dans la plus grande discrétion. Les organisations de la société civile dénoncent l'absence de cadre formel et règlementé des réunions du comité qui se tiennent au ministère des mines.

Plusieurs tentatives de trafic illicite de minerais ont été déjouées. 25 tonnes de quartz fumé ont été interceptées au port de Toamasina. 25 tonnes de phosphorite ont été saisies au large de Belo-sur-Mer, en provenance d'îlots figurant parmi les nouvelles aires protégées suivant la vision Durban de 2003. 12 tonnes de cristal ont été saisies à Miarinarivo-Itasy. La propriétaire affirme qu'elle a été victime dans cette affaire des agissements d'un chef de région qui aurait exigé 50 % de la somme obtenue de la vente de ces pierres industrielles.

Un Chinois a été arrêté à l'aéroport de Guangzhou avec 298 tortues protégées. La sécurité à l'aéroport international d'Ivato est une nouvelle fois prise en défaut.

La future session extraordinaire de l'Assemblée nationale aura à examiner le projet de loi concernant la chaîne spéciale contre le trafic de bois de rose. Le premier ministre s'est engagé à soumettre à nouveau ce texte aux députés qui avaient refusé de l'examiner lors de la session ordinaire. La chaîne pénale spéciale est appelée à être étendue à d'autres ressources naturelles objets de trafics.

Le projet Ambatovy est menacé par l'effondrement des cours mondiaux du nickel. Le cours du métal poursuit son recul, atteignant son niveau le plus bas depuis six ans (- 31 % depuis le début de l'année). Des mesures de chômage technique ont dû être décidées. Les métallurgistes chinois de l'inox font pression sur leurs fournisseurs pour obtenir des matières premières toujours moins chères et font jouer la concurrence entre exportateurs de minerai. Les forces de l'ordre accusent fréquemment les informateurs d'avoir alerté à tort les autorités. Des militaires seraient impliqués dans les trafics. Le directeur du Samifin, avoue son impuissance à lutter contre le blanchiment d'argent issu de ces opérations frauduleuses.

Poursuite des exportations illicites de bois de rose : la Coalition Lampogno, créée à Maroantsetra en 2014, a procédé à un « *grand déballage* » au cours duquel l'accent a été mis sur l'incapacité des pouvoirs publics à intervenir à temps lorsque des opérations suspectes sont dénoncées. Des transbordements de rondins sont signalés entre Mananara-Nord et Cap Masoala.

Le WWF demande à Madagascar de mettre en place une politique claire pour lutter contre ces trafics qui menacent les richesses naturelles de la Grande île.

Révision de la « Lettre de politique foncière » : la société civile réfute la marginalisation des communes et des autres acteurs. Pour résoudre le problème posé par la grève de deux mois des agents des domaines, l'Etat leur a offert le privilège de réviser et d'apporter des modifications à la « Lettre de politique foncière » du 26 mai 2015, fruit d'une participation inclusive, multi-acteurs, multi-niveaux et multisectorielle. La nouvelle lettre rectifiée par les grévistes a été adoptée en conseil de gouvernement le 5 août. Ce qui provoque la contestation de très nombreuses organisations de la société civile nationales et régionales.

Le Centre régional de fusion des informations maritimes (CFIM) a été mis en place par le premier ministre. La Grande île a été choisie pour recevoir ce centre dans le dessein de combattre les trafics, le terrorisme et la piraterie dans l'océan Indien. Un programme soutenu financièrement par l'UE et l'UA. « *Lorsque le CFIM sera opérationnel, nous pourrons l'utiliser pour faire un suivi précis des bateaux qui naviguent près de nos côtes et traquer ainsi les trafiquants de nos ressources naturelles* », assure un responsable au de la Primature. Les gouvernements allemand et américain ont annoncé l'octroi à Madagascar de bâtiments garde-côte.

« Les bailleurs de fonds n'ont pas lâché Madagascar », tient à rassurer le ministre des finances et du budget. Les missions du FMI se succèdent. La prochaine, annoncée pour septembre, devrait déterminer l'éligibilité de Madagascar à la Facilité élargie de crédit (FCE) d'un montant de 200 millions de dollars. Les missions qui ont eu lieu jusqu'ici n'ont pas permis de débloquer ces fonds, Madagascar n'ayant pas atteint les performances attendues, notamment en matière fiscale.

Les opérateurs économiques réclament une politique fiscale plus responsable et moins contraignante. « *L'administration fiscale est en train de tuer les entreprises* », écrit *Midi* qui rapporte les inquiétudes des chefs d'entreprises qui se plaignent du non-remboursement de la TVA par l'Etat. Les chefs d'entreprise dénoncent également le harcèlement fiscal qui frapperait les entreprises formelles.

Le bras de fer se prolonge entre l'Etat et les syndicats de la Jirama. Les personnels menacent de couper l'électricité à certains ministères en représailles à la décision du gouvernement de confier la gestion d'une centrale thermique à une société américaine. Des administrations dont les impayés aggravent les énormes déficits de la société d'Etat. Un audit des contrats des fournisseurs privés de la Jirama a été décidé : l'Etat a lancé un appel à candidature pour le recrutement du cabinet qui sera chargé des opérations. Les fournisseurs privés de la Jirama sont rendus responsables par les personnels des délestages tournant qui frappent le pays et mettent à mal son économie. Les employés grévistes accusent les dirigeants de la compagnie d'indifférence à leurs revendications et exigent leur démission. Ils affirment être en mesure de se cotiser pour acheter les pièces de rechange nécessaires au redémarrage des centrales thermiques arrêtées par défaut de maintenance.

Des membres du syndicat des enseignants-chercheurs (Seces) restent réservés sur le contenu de l'accord conclu avec les ministères de l'enseignement supérieur et des finances et du budget. Les étudiants de l'université d'Antananarivo ont manifesté pour protester contre la suspension des cours depuis deux mois en raison de la grève des enseignants. Ils redoutent une nouvelle année blanche. La reprise des cours reste en suspens. Le Seces s'accorde un délai supplémentaire jusqu'à mi-septembre pour prendre sa décision, au vu de la mise en œuvre des engagements souscrits par le ministère de tutelle.

« Madagascar face aux conflits sociaux à répétition », titre RFI. Les grèves qui secouent le pays depuis plusieurs semaines seraient symptomatiques d'un profond malaise. La pauvreté s'aggrave dans toutes les couches de la société et le pouvoir issu des urnes manque de légitimité. « *C'est l'héritage des six ans de populisme [de la période du régime de Transition] que le régime est en train de payer maintenant* », juge un universitaire.

Le redémarrage de Tiko est toujours à l'ordre du jour. La famille Ravalomanana et des cadres du groupe ont reçu un expert danois. Une dizaine de partenaires étrangers sont annoncés pour évaluer le coût de réhabilitation de plusieurs usines. Marc Ravalomanana a été autorisé pour la première fois depuis son retour à Madagascar à se rendre à La Réunion et en Afrique du Sud, dans la perspective, dit-on, de trouver des concours pour relancer son groupe.